

Art. 21. L'article 32, §§ 1<sup>er</sup> et 4 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat et cet arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Art. 22. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministres des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

Art. 21. Het artikel 32, §§ 1 en 4 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten en dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 22. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

F. 91 — 3410

Arrêté royal portant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire et modifiant les statuts de ce Centre

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 31, § 4 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, prévoit que la convention du 1<sup>er</sup> février 1963 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre sera remplacée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres qui fixera les conditions auxquelles le Centre peut être subventionné et que les statuts du Centre pourront être adaptés dans les limites fixées par la Loi spéciale de Réformes institutionnelles et la Loi spéciale de Financement.

Le premier chapitre du présent projet d'arrêté royal définit les termes utiles pour sa compréhension.

Le deuxième chapitre concerne les modalités de contrôle des subventions allouées au Centre par l'Etat, qui étaient précédemment régies par voie contractuelle.

Ce contrôle est exercé par deux commissaires du Gouvernement qui assistent, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'Administration du Centre et peuvent prendre un recours suspensif contre les décisions du Conseil qu'ils estiment contraires à la loi, aux statuts, ou à l'intérêt général. Ce recours est exercé auprès des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, qui statuent conjointement à son propos endéans un délai de quinze jours. Ce délai peut être prolongé de dix jours sur décision d'un seul des deux Ministres concernés.

Les comptes du Centre sont, quant à eux, contrôlés par les services de l'inspection comptable du Ministère des Affaires économiques, par l'inspecteur des Finances accrédité auprès du même Ministère, ainsi que par la Cour des comptes.

Deux fois par an, le Centre doit faire rapport sur l'exécution de son budget et sur la situation de ses comptes aux Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions. En outre un rapport annuel d'activité doit leur être communiqué.

Le troisième chapitre traite des modalités de subvention du Centre.

L'article 8 stipule que les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget une subvention destinée au CEN.

Les commissaires du Gouvernement veilleront à ce que les activités nucléaires futures ne génèrent pas un passif technique supérieur aux provisions à constituer pour y faire face.

N. 91 — 3410

Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Studiecentrum voor Kernenergie en tot wijziging van de statuten van dit Centrum

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 31, § 4 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, voorziet dat de overeenkomst van 1 februari 1963 tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum zal vervangen worden door een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit dat de voorwaarden zal bepalen waarbij het Centrum kan betoelaagd worden en dat de statuten van het Centrum kunnen aangepast worden binnen de grenzen bedoeld bij de bijzondere Wet tot Hervorming der Instellingen en de bijzondere Financieringswet.

Het eerste hoofdstuk van dit ontwerp van koninklijk besluit bepaalt de termen die nuttig zijn om dit te begrijpen.

Het tweede hoofdstuk betreft de modaliteiten inzake de controle van de toelagen die de Staat aan het Centrum toekent en die voordien door een overeenkomst waren geregeld.

Deze controle wordt uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen die, met adviserende stem, de vergaderingen van de Raad van Bestuur van het Centrum bijwonen en die beroep met schorsende kracht kunnen nemen tegen de beslissingen van de Raad die zij strijdig achten met de wet, de statuten of het algemeen belang. Het beroep wordt gedaan bij de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers, die hierover samen een beslissing nemen binnen een termijn van vijftien dagen. Deze termijn kan met tien dagen worden verlengd op beslissing van één van de twee betrokken Ministers.

De rekeningen van het Centrum worden gecontroleerd door de diensten van de boekhoudkundige inspectie van het Ministerie van Economische Zaken, de inspecteur van Financiën afgevaardigd bij hetzelfde Ministerie, evenals het Rekenhof.

Twee keer per jaar moet het Centrum bij de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers verslag uitbrengen over de uitvoering van zijn budget en de toestand van zijn rekeningen. Bovendien moet hen jaarlijks een activiteitenverslag worden voorgelegd.

Het derde hoofdstuk behandelt de betoelagingsmodaliteiten van het Centrum.

Artikel 8 bepaalt dat de voor de Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers in hun begroting jaarlijks een toelage voor het SCK uittrekken.

De Regeringscommissarissen zullen erover waken dat de toekomstige nucleaire activiteiten geen technisch passief met zich brengen dat de aan te leggen provisies om het hoofd eraan te bieden, overschrijdt.

L'article 9 précise que, de plus, les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget une dotation pour couvrir le passif social et le passif technique du Centre.

Par passif social, il faut entendre les obligations du Centre résultant de la convention du 18 décembre 1990 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre relative aux départs de membres du personnel suite à l'application des régimes de prépension instaurés par les conventions collectives de travail de 1986-1987 et de 1988-1990.

Dans le cadre de l'accord gouvernemental sur le fonds d'aide pour le redressement financier des communes, le Conseil des Ministres a décidé le 16 février 1990 d'octroyer au CEN un montant de 2 702 millions de francs actualisés en 1988 à 8 % par an et tenant compte d'une évolution moyenne de l'indice des prix de 2 % par an afin de couvrir le passif social du Centre. Ce montant est attribué par une dotation inscrite annuellement au budget du Ministère des Affaires économiques selon un échéancier repris à la colonne 2 de l'annexe 1 du présent projet d'arrêté royal.

En application de la décision du Conseil des Ministres du 16 février 1990, une convention a été signée le 18 décembre 1990 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre. Cette convention prévoit, qu'afin d'opérer une distinction entre les moyens accordés pour couvrir le passif social et les autres opérations du CEN, ces moyens sont versés sur un compte particulier du CEN, un quart du montant annuel étant versé chaque trimestre. La même convention du 18 décembre 1990 prévoit qu'un Comité est constitué pour assurer la gestion du passif social du CEN. Ce Comité est composé en respectant la parité linguistique; un observateur de chaque organisation syndicale y est représenté; les commissaires du Gouvernement en font partie et disposent d'un droit de recours. Chaque année, avant le 31 mars, un rapport sur le fonctionnement du Comité et la situation du passif est présenté sous forme de bilan au Ministre des Affaires économiques.

Ainsi, au départ de ce compte, le Centre paie mensuellement les prépensions des personnes qui ont demandé à bénéficier des régimes prévus par les conventions collectives de travail de 1986-1987 et 1988-1990.

Il est apparu cependant que l'enveloppe de 2 702 millions pourrait ne pas suffire pour que le Centre puisse remplir les obligations qui lui incombent en application des CCT de 1986-1987 et 1988-1990. Ainsi, plus de personnes ayant demandé à bénéficier de la prépension que le nombre initialement prévu, le Centre a déjà provisionné une somme de 40 millions pour faire face au dépassement d'enveloppe. De plus, les charges de prépensions ont été calculées sur une hypothèse d'évolution moyenne des salaires de 2 % par an, hypothèse qui pourrait s'avérer inférieure à la réalité. A l'inverse, ces montants sont fixés sans tenir compte des décès ou des départs anticipés dans le cadre du système de prépension.

Le Conseil des Ministres a dès lors décidé le 31 mai 1991 qu'en cas de dépassement de cette enveloppe « les charges correspondantes seront supportées annuellement par le Gouvernement national, étant entendu qu'un équilibre régional sera réalisé à cet égard ».

L'article 9, alinéa 3, prévoit que le Conseil des Ministres délibérera du montant correspondant au dépassement éventuel d'enveloppe ainsi que, simultanément, des modalités selon lesquelles un équilibre régional sera réalisé.

Ce complément d'enveloppe sera versé au compte particulier du CEN et fera l'objet de la même gestion que celle qui est prévue pour l'enveloppe globale.

Si au moment où les obligations du passif social auront cessé d'exister, il subsiste un excédent à l'intervention de l'Etat, cet excédent sera mis à la disposition du passif technique via le compte spécial ouvert à l'ONDRAP.

Par passif technique, il faut entendre les obligations résultant de la dénucléarisation des installations, ainsi que du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs accumulés, en ce compris les déchets radioactifs résultant de la dénucléarisation des installations, afférents aux activités nucléaires du Centre jusqu'au 31 décembre 1988.

Dans le cadre de l'accord gouvernemental sur le fonds d'aide pour le redressement financier des communes, lors des opérations de contrôle du budget 1990, le 1er mars 1990, le Gouvernement a décidé d'octroyer au CEN un montant de 6 510 millions de francs actualisés en 1988 à 8 % par an et tenant compte d'une évolution moyenne de

Artikel 9 bepaalt daarenboven dat de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers in hun begroting jaarlijks een dotatie voor het sociaal en technisch passief van het Centrum zullen voorzien.

Door sociaal passief dient verstaan te worden, de verplichtingen van het Centrum die voortvloeien uit de overeenkomst van 18 december 1990 tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum betreffende het vertrek van personeelsleden ten gevolge van de toepassing van de bruggpensioenregelingen die werden ingesteld door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1986-1987 en 1988-1990.

In het kader van het regeringsakkoord voor het hulpfonds voor het financieel herstel van de gemeenten, heeft de Ministerraad op 16 februari 1990 beslist het SCK een bedrag toe te kennen van 2 702 miljoen frank, geactualiseerd in 1988 tegen 8 % per jaar, rekening houdend met een gemiddelde evolutie van het prijsindexcijfer van 2 % per jaar, om het sociaal passief van het Centrum te dekken. Dit bedrag wordt toegekend door een dotatie, jaarlijks uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken volgens een tijdschema opgenomen in kolom 2 van bijlage 1 bij dit ontwerp van koninklijk besluit.

In toepassing van de beslissing van de Ministerraad van 16 februari 1990, werd op 18 december 1990 een overeenkomst tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum ondertekend. Deze overeenkomst voorziet dat, om de middelen die ter dekking van het sociaal passief worden toegekend te onderscheiden van de andere operaties van het SCK, die middelen voor het sociaal passief op een bijzondere rekening van het SCK zullen gestort worden via driemaandelijks stortingen, elk gelijk aan één vierde van het jaarlijkse bedrag. Dezelfde overeenkomst van 18 december 1990 voorziet in de oprichting van een Comité om het sociaal passief van het SCK te beheren. Dat Comité is samengesteld met eerbiediging van de taalpariteit; één waarnemer per vakbondsorganisatie zal erin zetelen; de Regeringscommissarissen maken er deel van uit en beschikken over een verhaalrecht. Elk jaar, vóór 31 maart, zal een verslag over de werking van het Comité en over de toestand van het passief onder de vorm van balans aan de Minister van Economische Zaken voorgelegd worden.

Aldus betaalt het Centrum met die rekening elke maand de bruggpensioenen van de personen die gevraagd hebben om van de stelsels voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1986-1987 en 1988-1990 te genieten.

Het lijkt echter dat het bedrag van 2 702 miljoen misschien niet zal volstaan opdat het Centrum zijn verplichtingen die voortvloeiden uit de toepassing van de CAO's van 1986-1987 en 1988-1990 zou kunnen nakomen. Daar meer personen dan oorspronkelijk was voorzien hebben gevraagd om een bruggpensioen te genieten, heeft het Centrum derhalve reeds een som van 40 miljoen geprovisioneerd om het hoofd te bieden aan de overschrijdingen van de bedragen. En meer nog, de lasten van de bruggpensioenen werden berekend uitgaande van een hypothese van een gemiddelde salarisevolutie van 2 % per jaar, een hypothese die onder de werkelijkheid zou kunnen liggen. Deze bedragen zijn daarentegen vastgesteld zonder rekening te houden met overlijdens of voortijdige uitredens uit het bruggpensioenstelsel.

Bij overschrijding van dat bedrag heeft de Ministerraad op 31 mei 1991 derhalve beslist: « zullen de overeenstemmende lasten jaarlijks door de nationale Regering gedragen worden, met dien verstande dat in deze tenlasteneming een regionaal evenwicht zal worden verwezenlijkt ».

Artikel 9, 3e lid, voorziet dat de Ministerraad zal overleggen welk bedrag overeenstemt met een eventuele overschrijding en gelijktijdig de modaliteiten zal bepalen om een regionaal evenwicht te verwezenlijken.

Die bedragtoeslag zal gestort worden op de bijzondere rekening van het SCK en zal op dezelfde wijze beheerd worden als voorzien voor het globaal bedrag.

Indien op het ogenblik waarop de verplichtingen betreffende het sociaal passief ophouden te bestaan, er een overschot inzake de staats-toelage overblijft, zal dit overschot ter beschikking van het technisch passief gesteld worden via de speciale rekening die de NIRAS geopend heeft.

Door technisch passief dient te worden verstaan de verplichtingen voortvloeiend uit de denuclearisatie van de installaties, alsook van de behandeling, de conditionering, de stockage en de evacuatie van het geaccumuleerd radioactief afval, met inbegrip van het radioactief afval afkomstig uit de gedenucleariseerde installaties, ten gevolge van de nucleaire activiteiten van het Centrum tot 31 december 1988.

In het kader van het regeringsakkoord voor het hulpfonds voor het financieel herstel van de gemeenten, heeft de Regering, bij de budgettaire controle voor 1990, op 1 maart 1990 beslist aan het SCK een bedrag van 6 510 miljoen in 1988 tegen 8 % geactualiseerde frank per jaar toe te kennen, rekening houdend met een gemiddelde

l'indice des prix de 2 % par an, afin de couvrir le passif technique du Centre. Ce montant est attribué par une dotation inscrite annuellement au budget du Ministère des Affaires économiques, selon un échéancier repris à la colonne 2 de l'annexe 2 du présent projet d'arrêté royal.

Ces sommes sont versées sur un compte particulier de l'ONDRAF et soumises au contrôle d'une Commission d'Orientation et de Surveillance composée de représentants de l'Etat (les commissaires du gouvernement auprès de l'ONDRAF et du CEN et un membre de l'Administration de l'Energie) et d'un représentant de l'ONDRAF.

La Commission d'orientation et de surveillance a pour mission de définir les programmes d'activités d'assainissement du passif et les moyens à mettre en œuvre, d'établir le budget des dépenses, et enfin de contrôler l'évolution du planning et l'utilisation des moyens de financement.

Il se pourrait cependant que l'enveloppe de 6 510 millions ne corresponde pas à ce qui est nécessaire pour permettre la mise en sécurité des déchets nucléaires se trouvant sur le site du Centre au 31 décembre 1988 et pour assurer la dénucléarisation des installations du CEN dans l'état de contamination où elles étaient à la même date. Ainsi, on peut supposer que l'évaluation actuelle des coûts des opérations couvertes à ce jour par le montant prévu pour le passif technique, peut subir une hausse importante due au renforcement de la réglementation concernant la définition des déchets nucléaires et les normes à établir pour leur élimination définitive. D'autre part, il convient de mentionner que les progrès technologiques de la décennie à venir pourraient éventuellement réduire ces frais.

Le Conseil des Ministres a dès lors décidé le 31 mai 1991 qu'en cas de dépassement de cette enveloppe « les charges correspondantes seront supportées annuellement par le Gouvernement national, étant entendu qu'un équilibre régional sera réalisé à cet égard ».

L'article 8, alinéa 3, prévoit que le Conseil des Ministres délibérera du montant correspondant au dépassement éventuel d'enveloppe ainsi que, simultanément, des modalités selon lesquelles un équilibre régional sera réalisé.

Ce complément d'enveloppe sera versé sur le compte particulier de l'ONDRAF destiné à couvrir le passif technique du CEN.

La quatrième chapitre modifie les statuts du Centre en fonction du transfert de compétences vers la Région flamande. Par priorité, le Centre se voit confier des missions dans le domaine de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires. En second ordre, il pourra effectuer des prestations de service pour l'industrie nucléaire sous le contrôle de ses autorités de tutelle et enfin il réalisera toutes enquêtes que lui demanderont ses autorités de tutelle. Dans le cadre de ses missions, le Centre contribue également à la formation.

En outre, les statuts du Centre sont également adaptés en fonction du nouveau type de relations qui le lient au Ministère des Affaires économiques.

Le cinquième et dernier chapitre prévoit qu'en cas de dissolution du Centre, son patrimoine sera transféré à un organisme poursuivant un objectif similaire, moyennant l'autorisation des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, ou à défaut à l'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

évolutive van het prijsindexcijfer van 2 % per jaar om het technisch passief van het Centrum te dekken. Dit bedrag is toegekend door middel van een jaarlijks op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken uitgetrokken dotatie volgens een tijdschema opgenomen in kolom 2 van bijlage 2 bij dit ontwerp van koninklijk besluit.

Deze bedragen worden gestort op een afzonderlijke rekening van de NIRAS en het beheer ervan staat onder de controle van een Oriëntatie- en Toezichtcommissie samengesteld uit vertegenwoordigers van de Staat (de regeringscommissarissen bij de NIRAS en SCK en een lid van de Administratie voor Energie) en een vertegenwoordiger van de NIRAS.

De Oriëntatie- en Toezichtcommissie bepaalt de programma's over de saneringsactiviteiten van het passief en de middelen die daarvoor in het werk moeten gesteld worden. Zij begroot ook de uitgaven en controleert de planningsevolutie en de aanwending van de financiële middelen.

Misschien zal het bedrag van 6 510 miljoen echter niet overeenstemmen met wat nodig is om het kernafval dat zich op 31 december 1988 op de site van het Centrum bevond, veilig te stellen en om de denucléarisering te verzekeren van de SCK-installaties in de besmettingstoestand waarin zij zich op diezelfde datum bevonden. Aldus kan men veronderstellen dat de momenteel geraamde kosten voor de operaties die nu door het bedrag voor het technisch passief gedekt worden, in belangrijke mate kunnen stijgen ten gevolge van strengere reglementering betreffende de bepaling van kernafval en de nog vast te leggen normen voor de definitieve berging ervan. Anderzijds dient vermeld te worden dat de technologische vooruitgang tijdens het komende decennium, eventueel sterk kostendrukkend kan werken.

De Ministerraad heeft derhalve op 31 mei 1991 beslist dat bij overschrijding van dit bedrag : « zullen de overeenstemmende lasten jaarlijks door de nationale Regering gedragen worden, met dien verstande dat in deze tenlasteneming een regionaal evenwicht zal worden verwezenlijkt ».

Artikel 8, 3e lid, voorziet dat de Ministerraad zal overleggen welk bedrag overeenstemt met een eventuele overschrijding en gelijktijdig de modaliteiten zal bepalen om een regionaal evenwicht te verwezenlijken.

Die bedragtoeslag zal gestort worden op de bijzondere rekening van de NIRAS en is bestemd om het technisch passief van het SCK te dekken.

Hoofdstuk vier wijzigt de statuten van het Centrum in functie van de overdracht van bevoegdheden aan het Vlaamse Gewest. Bij voorrang zal het Centrum zekerheids- en veiligheidsopdrachten in de kerninstallaties moeten uitvoeren. In de tweede plaats, zal het dienstprestaties voor de kernindustrie kunnen uitvoeren onder de controle van zijn voogdijoverheden en uiteindelijk zal het alle onderzoeken verwezenlijken die de voogdijoverheden het Centrum zullen opdragen. In het kader van zijn opdrachten, draagt het Centrum eveneens bij tot de vorming.

De statuten van het Centrum worden eveneens in functie van de nieuwe aard van zijn relaties met het Ministerie van Economische Zaken aangepast.

Het vijfde en laatste hoofdstuk voorziet dat, bij ontbinding van het Centrum, zijn patrimonium zal overgedragen worden aan een instelling die een gelijkaardig doel nastreeft, mits instemming van de voor Economische Zaken en Energie bevoegde Ministers, of bij gebrek hieraan aan de Staat.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedwaardige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et par le Secrétaire d'Etat à l'Energie, le 13 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « remplaçant la convention du 1er février 1983 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire, réglant le contrôle du Centre et les conditions auxquelles il est subventionné, et modifiant ses statuts », a donné le 17 septembre 1991 l'avis suivant :

1. Le projet tire son fondement légal de l'article 31, § 4, des lois des 28 décembre 1984 et 26 juin 1990 relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991.

En vertu de l'article 37, § 4, des lois précitées, l'article 31, § 4, doit encore être mis en vigueur.

Il conviendrait, dès lors, de compléter le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat par une disposition mettant en vigueur l'article 31, § 4, de la loi coordonnée.

2. Il conviendrait de soumettre le texte néerlandais à une révision fondamentale au point de vue de la langue.

3. Les observations particulières, formulées dans l'avis L. 21.154/1, émis à la même date que le présent avis, sont applicables, mutatis mutandis, au présent projet.

Il y a lieu, au surplus, de faire les observations suivantes :

## Intitulé

Il conviendrait de rédiger l'intitulé comme suit :  
« Arrêté royal portant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire, et modifiant les statuts de ce Centre. »

## Article 9

Cette disposition, qui concerne certains membres du personnel du Centre, à savoir ceux « faisant partie de la division Radiobiologique et qui ne font pas l'objet d'un transfert à la Région flamande », paraît excéder la portée de l'article 31, § 4, des lois coordonnées du 13 mars 1991, dans lequel le projet trouve son fondement légal.

## Article 10

Il conviendrait de rédiger la phrase liminaire comme suit :  
« L'article 3 des statuts du Centre, approuvés par l'arrêté royal du 8 février 1988, est remplacé par la disposition suivante : ».

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;  
M. J. Vermeire,  
Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;  
Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. B. Seutin, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme M.-C. Ceule, référendaire.

Le greffier,  
A. Beckers.

Le président,  
H. Coremans.

16 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal portant les règles relatives au contrôle et au mode de subvention du Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire et modifiant les statuts de ce Centre

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 31, § 4, et 37, § 4;

Vu l'accord du Ministre du budget du 4 septembre 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 13 september 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en door de Staatssecretaris voor Energie verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vervanging van de overeenkomst van 1 februari 1983 tussen de Minister van Economische Zaken en het Studiecentrum voor Kernenergie, die het toezicht op het Centrum regelt en de voorwaarden inzake betoelaging vastlegt, en tot wijziging van zijn statuten », heeft op 17 september 1991 het volgend advies gegeven :

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 31, § 4, van de wetten van 28 december 1984 en 26 juni 1990 betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991.

Dit artikel moet, krachtens het bepaalde in artikel 37, § 4, van voormelde wetten, nog in werking worden gesteld.

Het voor advies voorgelegde ontwerp moet dus worden aangevuld met een bepaling waarbij voormeld artikel 31, § 4, van de gecoördineerde wetten in werking wordt gesteld.

2. De taal van de Nederlandse tekst van het ontwerp is aan een grondige herziening toe.

3. De bijzondere opmerkingen gemaakt in het advies L. 21.154/1, uitgebracht op dezelfde datum als onderhavig advies, zijn van overeenkomstige toepassing op dit ontwerp.

Daarnaast dient nog te worden opgemerkt wat volgt :

## Opschrift

Men stelle het opschrift als volgt :

« Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Studiecentrum voor Kernenergie, en tot wijziging van de statuten van dit Centrum. »

## Artikel 9

Deze bepaling, die sommige personeelsleden van het Centrum betreft, te weten zij « die deel uitmaakten van de Afdeling Radiobiologie en die niet overgedragen worden naar het Vlaamse Gewest », lijkt buiten het bestek te vallen van het bepaalde in artikel 31, § 4, van de gecoördineerde wetten van 13 maart 1991, waaraan het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent.

## Artikel 10

Men schrijve de inleidende zin als volgt :

« Artikel 3 van de statuten van het Centrum, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 8 februari 1988, wordt vervangen door de volgende bepaling : ».

De kamer was samengesteld uit :

de heer H. Coremans, kamervoorzitter;  
de heer J. Vermeire,  
Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;  
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Seutin, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. M.-C. Ceule, referendaris.

De griffier,  
A. Beckers.

De voorzitter,  
H. Coremans.

16 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit houdende de regelen betreffende het toezicht op en de subsidiëring van het Studiecentrum voor Kernenergie en tot wijziging van de statuten van dit Centrum

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 31, § 4, en 37, § 4;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1er.** La convention du 1er février 1963 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire cesse ses effets et est remplacée par les dispositions du présent arrêté.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

1° « Centre », le Centre d'Etudes de l'Energie nucléaire;

2° « Passif social », les obligations du Centre résultant de la convention du 18 décembre 1990 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre relative aux départs de membres du personnel suite à l'application des régimes de prépension instaurés par les conventions collectives du travail de 1986-1987 et de 1988-1990.

3° « Passif technique », les obligations résultant de la dénucléarisation des installations, ainsi que du traitement, du conditionnement, du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs résultant de la dénucléarisation des installations, afférant aux activités nucléaires du Centre jusqu'au 31 décembre 1988.

#### CHAPITRE II. — Modalités de contrôle

**Art. 3.** Les subventions accordées par l'Etat au Centre ne peuvent être utilisées qu'aux fins approuvées par les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions.

**Art. 4.** Le Centre est soumis au contrôle des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, à l'intervention d'un ou plusieurs commissaires du Gouvernement qu'ils désignent de commun accord.

Ces commissaires participent aux réunions du Conseil d'administration et du Bureau du Centre avec voix consultative. Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Le Conseil d'Administration doit être réuni chaque fois qu'un commissaire le demande.

**Art. 5.** Chaque commissaire dispose d'un délai de huit jours ouvrables pour prendre un recours contre toute décision prise par le Conseil d'Administration ou par le Bureau, qu'il estime contraire à la loi, aux statuts du Centre ou à l'intérêt général.

Le délai de huit jours court à partir du jour suivant celui de la réunion en cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué. Dans le cas contraire, ou si le commissaire n'a pu être présent à la réunion, le délai court à partir du jour où il a reçu connaissance de la décision.

Le recours est suspensif.

Les commissaires exercent leurs recours auprès des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions.

Ceux-ci notifient leur décision commune dans un délai de quinze jours ouvrables commençant le même jour que le premier délai. Toutefois, chacun peut, par décision notifiée au président du Conseil d'Administration du Centre, augmenter ce délai de dix jours.

La notification est faite sous pli recommandé à la poste. La date de la poste fait foi pour la date de l'envoi.

Passé le délai imparti, le recours est réputé rejeté et la décision devient définitive.

**Art. 6.** Les comptes du Centre sont soumis au contrôle de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministère des Affaires économiques, des membres du service de l'inspection comptable du Ministère des Affaires économiques, ainsi que de la Cour des Comptes.

Les membres du service de l'inspection comptable sont chargés du contrôle de la comptabilité, de l'attestation de sa conformité et de sa sincérité, ainsi que du contrôle du non-dépassement des crédits budgétaires.

Les membres du service de l'inspection comptable peuvent se faire présenter sans déplacement de documents, les pièces comptables, la correspondance, les états périodiques et en général toutes les pièces justificatives. Ils vérifient la qualité des biens et valeurs

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Energie en van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** De conventie van 1 februari 1963 tussen de Minister van Economische Zaken en het Studiecentrum voor Kernenergie neemt einde en wordt vervangen door de bepalingen van volgend besluit.

**Art. 2.** Met het oog op de uitvoering van dit besluit, moet worden verstaan onder :

1° « Centrum », het Studiecentrum voor Kernenergie;

2° « Sociaal passief », de verplichtingen van het Centrum voortvloeiend uit de conventie van 18 december 1990 tussen de Minister van Economische Zaken en het Centrum betreffende het vertrek van personeelsleden ten gevolge van de toepassing van de brugpensioenregelingen die werden ingesteld door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1986-1987 en van 1988-1990.

3° « Technisch passief », de verplichtingen, voortvloeiend uit de denuclearisatie van de installaties, alsook van de behandeling, de conditionering, de stockage en de evacuatie van het geaccumuleerd radioactief afval, met inbegrip van het radioactief afval afkomstig van de gedenucleariseerde installaties, ten gevolge van de nucleaire activiteiten van het Centrum tot 31 december 1988.

#### HOOFDSTUK II. — Wijze van toezicht

**Art. 3.** De toelagen door de Staat aan het Centrum verleend, mogen slechts worden aangewend voor doeleinden die de goedkeuring van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, wegdragen.

**Art. 4.** Het Centrum is onderworpen aan het toezicht van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, door tussenkomst van één of meerdere commissarissen die zij aanwijzen in gemeenschappelijk akkoord.

Deze commissarissen wonen de vergaderingen van de Raad van Bestuur en van het Bureau van het Centrum met raadgevende stem bij. Zij hebben de meest uitgebreide bevoegdheid om hun taak uit te voeren.

De Raad van Bestuur moet worden bijeengeroepen telkens een commissaris hierom verzoekt.

**Art. 5.** Elke commissaris beschikt over een termijn van acht werkdagen om beroep in te stellen tegen elke beslissing, getroffen door de Raad van Bestuur of door het Bureau, en waarvan hij oordeelt dat ze in strijd is met de wet, met de statuten van het Centrum of met het algemeen belang.

De termijn van acht dagen loopt vanaf de dag volgend op deze waarop door de vergadering de beslissing werd genomen, voor zover de commissaris regelmatig werd opgeroepen. In het tegenovergestelde geval, of indien de commissaris de vergadering niet heeft kunnen bijwonen, loopt de termijn vanaf de dag waarop hij kennis gekregen heeft van de beslissing.

Het beroep is opschortend.

De commissarissen tekenen beroep aan bij de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie.

Deze geven kennis van hun gemeenschappelijke beslissing binnen een termijn van vijftien werkdagen ingaande op dezelfde dag als de eerste termijn. Evenwel kan ieder van hen, bij beslissing betekend aan de voorzitter van de Raad van Bestuur van het Centrum, deze periode verlengen met tien dagen.

De kennisgeving gebeurt door een bij ter post aangetekend schrijven. De datum van het postmerk geldt als datum van verzending.

Zodra de opgelegde termijn verstreken, wordt het beroep als verworpen aanzien en wordt de beslissing definitief.

**Art. 6.** De rekeningen van het Centrum zijn onderworpen aan de controle van de aan het Ministerie van Economische Zaken toegevoegde Inspecteur van Financiën, aan de controle van de leden van de dienst boekhoudkundige inspectie van het Ministerie van Economische Zaken evenals van het Rekenhof.

De leden van de dienst boekhoudkundige inspectie zijn belast met de controle van de boekhouding, met het voor waar en echt verklaren van de juistheid en de oprechtheid ervan, alsmede met het controleren van het niet overschrijden van de begrotingskredieten.

De leden van de dienst boekhoudkundige inspectie mogen zich, zonder verplaatsing de boekhoudkundige stukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke staten en in het algemeen, alle verantwoordingsstukken doen voorleggen. Ze verifiëren de kwali-

qui appartiennent au Centre, ou dont celui-ci a l'usage ou la gestion. Une fois par an, à l'occasion de l'établissement des comptes annuels, ils soumettent aux Ministres qui ont les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions et aux membres du Conseil d'administration, un rapport sur la situation financière. Ils portent à leur connaissance toute irrégularité, et en général toute situation de nature à porter atteinte à la solvabilité et à la liquidité du Centre.

Art. 7. Tous les semestres, et ce avant le 1er mars et le 1er septembre de chaque année, le Centre fait rapport sur l'exécution de son budget et sur la situation de ses comptes aux Ministres qui ont les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions.

En outre, le Centre leur transmet chaque année un rapport d'activité.

Le Centre ne peut contracter un emprunt que de l'approbation des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions ainsi que du Ministre des Finances.

#### CHAPITRE III. — Modalités de subvention

Art. 8. Les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget les subventions destinées au Centre.

Art. 9. En outre, les Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions prévoient chaque année dans leur budget les dotations destinées à couvrir le passif social et le passif technique du Centre.

La dotation annuelle nécessaire pour couvrir le passif social est versée à un compte spécial du Centre. Elle s'élève au montant nominal prévu, pour l'année correspondante, à la colonne 2 de l'annexe 1 du présent arrêté.

La dotation annuelle nécessaire pour couvrir le passif technique est versée à un compte spécial de l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies. Elle s'élève au montant nominal prévu pour l'année correspondante à la colonne 2 de l'annexe 2 du présent arrêté.

Toutefois, si les montants prévus pour chaque année aux annexes 1 et 2 sont inférieurs aux montants nécessaires pour couvrir les passifs correspondants, les montants de dotations sont augmentés à due concurrence étant entendu, d'une part, qu'un équilibre régional doit être réalisé, et d'autre part, que le montant de chaque augmentation ainsi que les modalités selon lesquelles cet équilibre régional est réalisé sont délibérés simultanément en Conseil des Ministres.

Si en 2005, les montants cumulés versés par l'Etat en vertu de l'alinéa 2 sont supérieurs aux montants cumulés nécessaires pour couvrir le passif social, le solde est versé au compte visé à l'alinéa 3.

Art. 10. Les membres du personnel du Centre faisant partie de la division Radiobiologie et qui ne font pas l'objet d'un transfert à la Région flamande, sont affectés à des travaux de recherche fondamentale et appliquée, relatifs à la génétique nucléaire, la protection contre les rayonnements nucléaires, la radioécologie et, de manière plus générale, à toute recherche en biologie nucléaire strictement liée à l'exploitation des centrales nucléaires ou d'autres installations utilisant l'énergie nucléaire.

Ils disposent à cet effet, au sein du Centre, des moyens de recherches nécessaires.

#### CHAPITRE IV. — Modification des statuts

Art. 11. L'article 3 des statuts du Centre, approuvés par l'arrêté royal du 8 février 1988, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Le Centre a pour missions :

1° Prioritairement, d'entreprendre des recherches dans le domaine des sciences nucléaires concernant :

- a) la sécurité des réacteurs nucléaires et des combustibles fissiles;
- b) la radioprotection;
- c) la sécurité du conditionnement des déchets radioactifs et de leur stockage;
- d) les techniques de contrôle comptable et physique, ainsi que les techniques d'analyse chimique des matières fissiles et autres matières sensibles;
- e) la résistance des infrastructures nucléaires aux diverses agressions.

2° D'entreprendre des recherches relatives aux applications de l'énergie nucléaire, ainsi que de promouvoir et d'appliquer l'étude scientifique et technique de telles applications, principalement pour la prestation de services à l'industrie nucléaire.

teit van de goederen en waarden die aan het Centrum toebehoren of waarvan dit het gebruik of het beheer heeft. Eenmaal per jaar, ter gelegenheid van het opmaken van de jaarrekening, leggen ze de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie en de leden van de Raad van Bestuur, een verslag voor over de financiële toestand. Ze brengen hen zonder uitstel elke onregelmatigheid, en in het algemeen elke toestand die van aard is de solvabiliteit en de likwiditeit van het Centrum in gevaar te brengen, ter kennis.

Art. 7. Om het half jaar en dit vóór 1 maart en 1 september van ieder jaar, brengt het Centrum aan de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie verslag uit over de uitvoering van zijn begroting en over de toestand van zijn rekeningen.

Bovendien, maakt het Centrum hen ieder jaar een activiteitenverslag over.

Het Centrum mag geen lening aangaan tenzij mits goedkeuring van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie evenals van de Minister van Financiën.

#### HOOFDSTUK III. — Wijze van subsidiëring

Art. 8. De Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie schrijven jaarlijks in hun begroting de subsidies in bedoeld voor het Centrum.

Art. 9. Daarenboven schrijven de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, de jaarlijkse dotaties, bestemd voor het delgen van het sociaal en het technisch passief van het Centrum in hun begroting.

De jaarlijkse dotatie noodzakelijk om het sociaal passief te dekken wordt gestort op een speciale rekening van het Centrum. Zij bedraagt het nominaal bedrag voorzien voor het overeenkomende jaar in kolom 2 van bijlage 1 van dit besluit.

De jaarlijkse dotatie noodzakelijk om het technisch passief te dekken wordt gestort op een speciale rekening van de Nationale Instelling voor Radioactieve Afval en Verrijkte Splijtstoffen. Zij bedraagt het nominaal bedrag voorzien in de kolom 2 van bijlage 2 van dit besluit voor het overeenkomend jaar.

Echter, indien deze voor ieder jaar voorziene bedragen in de bijlagen 1 en 2 kleiner zijn dan noodzakelijk om de overeenkomstige passiva te dekken, worden de bedragen van de dotaties verhoogd met de nodige bedragen, dat er wel te verstaan enerzijds een regionaal evenwicht moet worden bereikt en dat anderzijds het bedrag van elke verhoging evenals de modaliteiten, die dit regionaal evenwicht realiseren, gelijktijdig worden beraadslaagd in de Ministerraad.

Indien in 2005, de gecumuleerde bedragen die door de Staat gestort werden in uitvoering van lid 2 hoger zijn dan de gecumuleerde bedragen noodzakelijk om het sociaal passief te dekken, wordt het saldo gestort op de rekening vermeld in lid 3.

Art. 10. De personeelsleden van het Centrum, die deel uitmaakten van de Afdeling Radiobiologie, en die niet overgedragen worden naar het Vlaamse Gewest, zijn belast met fundamentele en toegepaste onderzoeken met betrekking tot de nucleaire genetica, de bescherming tegen kernstralingen, de radio-ecologie, en meer algemeen, elk onderzoek in de nucleaire biologie strikt verbonden aan de uitbating van kerncentrales of andere installaties die gebruik maken van de kernenergie.

Hiervoor beschikken zij over de nodige onderzoeksmiddelen in de schoot van het Centrum.

#### HOOFDSTUK IV. — Wijziging der statuten

Art. 11. Artikel 3 van de statuten van het Centrum, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 8 februari 1988, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Het Centrum heeft tot taken :

1° Bij prioriteit onderzoeken op het gebied van de kernwetenschappen uit te voeren :

- a) de veiligheid van kernreactoren en kernreactorsplijtstof;
- b) de radioprotectie;
- c) de veilige conditionering van radioactieve afval en van hun opslag;
- d) de boekhoudkundige en de fysische controletechnieken, evenals de chemische analysetechnieken van splijtbare en andere gevoelige materialen;
- e) de weerstand van de nucleaire infrastructuur tegen diverse agressies.

2° Navorsingen die betrekking hebben op de toepassingen van de kernenergie te ondernemen, alsmede de wetenschappelijke en technische studie van dergelijke toepassingen te bevorderen en toe te passen, dit voornamelijk voor dienstverlening aan de nucleaire industrie.

3° A la demande des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, de prendre en charge dans le domaine nucléaire toute enquête ou coordination d'enquête, quand les moyens du Centre peuvent être engagés de manière utile. »

Art. 12. L'article 4 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Aux fins de remplir ses missions, le Centre doit notamment :

- 1° Pour ce qui est de la mission définie à l'article 3, 1° :
- rassembler et tenir à jour la documentation scientifique, technique et technologique;
  - promouvoir la formation du personnel spécialisé dans les différentes sciences, techniques et technologies nucléaires.

- 2° Pour ce qui est des missions définies à l'article 3, 2° et 3° :
- rentabiliser au mieux son potentiel en moyens techniques et en personnel, sans entraver le déroulement normal des activités définies à l'article 3, 1° et ce en coordination avec les autres institutions et industries nucléaires existantes;
  - exécuter des activités de contrôle et de vérification de nature technique. »

Art. 13. L'article 19 des mêmes statuts est abrogé.

#### CHAPITRE V. — Dissolution du Centre

Art. 14. En cas de dissolution du Centre, le patrimoine est transféré, avec l'assentiment des Ministres ayant les Affaires économiques et l'Energie dans leurs attributions, à un organisme poursuivant un objectif similaire. A défaut, il est transféré à l'Etat.

Art. 15. L'article 31, § 1er, 2 et 4 de la loi du 13 mars relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat et cet arrêté produisent leurs effets le 1er janvier 1991.

Art. 16. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

3° Op vraag van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie, elk speurwerk of coördinatie hiervan in het nucleaire domein op zich te nemen wanneer de middelen van het Centrum nuttig kunnen worden ingezet. »

Art. 12. Artikel 4 van dezelfde statuten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. Ten einde zijn taken te volbrengen moet het Centrum onder andere :

- 1° Wat de in artikel 3, 1° bepaalde taak betreft :
- de wetenschappelijke, technische en technologische documentatie verzamelen en bijhouden;
  - de opleiding van het gespecialiseerde personeel in de onderscheiden nucleaire wetenschappen, technieken en technologieën bevorderen.

2. Wat de in artikel 3, 2° en 3° bepaalde taken betreft :
- naar best vermogen zijn technisch en personeelpotentieel benutten zonder de normale afwikkeling van de in artikel 3, 1° bepaalde activiteiten te hinderen en dit in coördinatie met de andere bestaande nucleaire instellingen en industrieën;
  - toezichts- en nazichtsverrichtingen van technische aard uitvoeren. »

Art. 13. Artikel 19 van dezelfde statuten wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — Ontbinding van het Centrum

Art. 14. In geval van ontbinding van het Centrum, wordt het patrimonium overgemaakt mits akkoord van de Ministers die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Energie aan een instelling die eenzelfde doel nastreeft. Bij ontstentenis hiervan, wordt het overgedragen aan het Rijk.

Art. 15. Artikel 31, § 1, 2 en 4 van de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten en dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 16. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

#### Annexe 1 : Passif social en MFB. — Bijlage 1 : Sociaal passief in MBF

Monnaie constante 1988 — Konstante munt 1988	Montants nominaux inflation 2 % — Nominale bedragen inflatie 2 %	Montants actualisés sur base 1988 Taux d'actualisation 8 % — Geactualiseerde bedragen op basis 1988 Aktualisatievoet 8 %
(1)	(2)	(3)
1989	374	353
1990	428	382
1991	470	396
1992	451	359
1993	420	315
1994	383	271
1995	334	224
1996	273	173

	Monnaie constante 1988 — Konstante munt 1988	Montants nominaux inflation 2 % — Nominale bedragen inflatie 2 %	Montants actualisés sur base 1988 Taux d'actualisation 8 % — Geactualiseerde bedragen op basis 1988 Aktualisatievoet 8 %
	(1)	(2)	(3)
1997	176	210	105
1998	129	157	72
1999	80	99	42
2000	20	25	10
Total Totaal	3 538	3 903	2 702

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 octobre 1991.

'Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 16 oktober 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES  
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES  
De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

## Annexe 2 : Passif technique en MFB. — Bijlage 2 : Technisch passief in MBF

	Monnaie constante 1988 — Konstante munt 1988	Montants nominaux inflation 2 % — Nominale bedragen inflatie 2 %	Montants actualisés sur base 1988 Taux d'actualisation 8 % — Geactualiseerde bedragen op basis 1988 Aktualisatievoet 8 %
	(1)	(2)	(3)
1989	344	351	325
1990	650	676	580
1991	566	601	477
1992	631	683	502
1993	415	458	312
1994	463	521	328
1995	541	621	362
1996	092	811	438
1997	530	633	317
1998	530	646	299
1999	572	711	305
2000	446	566	224
2001	360	466	171
2002	360	475	162
2003	360	485	153
2004	360	494	144
2005	360	504	136
2006	360	514	129
2007	360	524	121
2008	360	535	115
2009	360	546	108
2010	360	557	102
2011	360	568	97
2012	360	579	91
2013	360	591	86
2014	360	602	81
2015	360	614	77
2016	360	627	73
2017	360	639	69
2018	360	652	65
2019	360	665	61
Total Totaal	13 220	17 915	6 510

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 octobre 1991.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 16 oktober 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES  
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES  
De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME